

Document de résultat de la société civile

Réunion régionale Afrique/MENA du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO)

Reconstruire la confiance grâce à un gouvernement ouvert

Nairobi, 25 mars 2025

Les membres de la société civile du PGO sont heureux de se réunir à l'occasion de la réunion régionale Afrique/MENA pour discuter, collaborer, travailler en réseau, présenter, évaluer les progrès et partager des recommandations pour renforcer la mise en œuvre du gouvernement ouvert dans la région parmi les réformateurs actuels, étatiques et non étatiques. En tant que membres du Partenariat, nous avons pour mission d'articuler, de défendre et de mettre en œuvre les valeurs et les approches du gouvernement ouvert afin de rendre les communautés des nations du monde plus fortes, plus ouvertes, plus participatives, plus inclusives, plus réactives et plus responsables. Nous sommes également chargés de protéger et de promouvoir l'engagement de la société civile dans le cadre d'approches multipartites de la bonne gouvernance.

Introduction

Nous constatons que la région a connu une croissance prometteuse dans divers domaines, notamment en matière de développement, d'environnement et de progrès numériques, ainsi qu'une amélioration du programme d'intégration régionale, ce qui constitue autant de tendances positives. Toutefois, des défis nationaux et régionaux complexes et nuancés subsistent. Il s'agit notamment de troubles civils, de guerres, d'une baisse du niveau de vie, d'inégalités croissantes, d'une marginalisation subtile ou ouverte, de crises de la dette, d'injustices sociales et économiques et d'un déficit de confiance croissant entre les citoyens et leurs représentants au sein du gouvernement.

Les déficits de confiance sont généralisés dans la région, depuis les activités quotidiennes des institutions publiques jusqu'à la capacité des gouvernements nationaux et locaux à prendre des décisions politiques efficaces, habilitantes et transformatrices pour tous les groupes de la société. La confiance dans les systèmes de participation publique existants pour adopter les opinions des citoyens exprimées lors des consultations publiques est faible, voire inexistante. De même, la confiance dans une représentation parlementaire significative des besoins des citoyens dans l'élaboration des lois est faible ou inexistante par rapport à l'influence des entreprises et des politiques.

Dans l'écosystème de l'information, la majorité ne fait pas confiance aux gouvernements pour régler les nouvelles technologies en tenant compte des droits de l'homme et des approches centrées sur les personnes. Avec la montée de la désinformation, rares sont ceux qui considèrent que les informations diffusées par les gouvernements sont dignes de confiance ; elles sont largement perçues comme un exercice de recherche de publicité insincère et malhonnête. En outre, les informations communiquées sur les statistiques, les budgets et d'autres informations complexes s'avèrent difficiles à comprendre pour le citoyen moyen et doivent être simplifiées pour que le public puisse en prendre

connaissance. La source de l'information et la manière dont elle est communiquée s'avèrent être un facteur de confiance majeur. L'intelligence artificielle joue également un rôle important dans l'exacerbation des déficits de confiance quant à ce qui est authentique et ce qui est faux, tant pour les gouvernements que pour les citoyens.

Possibilités offertes par les approches de gouvernement ouvert pour rétablir la confiance dans la région

Une action collective significative et de véritables enjeux pour la prospérité de la région seront essentiels pour surmonter les défis nationaux et régionaux nuancés et souvent complexes, les intérêts et l'opposition à un progrès centré sur les personnes. C'est dans ce contexte que nous formulons les propositions clés suivantes pour rétablir la confiance par le biais d'un gouvernement ouvert. Elles ne constituent pas une liste exhaustive des réformes nécessaires, mais elles représentent des aspects fondamentaux et essentiels à prendre en compte.

- **Divulgarion significative et proactive d'informations fondées sur des preuves** - La prise de décision globale et l'établissement de priorités dans les programmes publics des gouvernements de la région bénéficieraient de la communication de recherches, de preuves et de statistiques à l'appui. Il est également essentiel que les gouvernements partagent de manière proactive des informations vérifiables sur la manière dont leurs décisions et initiatives (i) répondent aux besoins existants et (ii) contribuent à des sociétés résilientes et inclusives. Enfin, les gouvernements gagneraient à communiquer des informations sur les freins et contrepoids mis en place pour garantir le respect de l'intégrité dans toutes les mises en œuvre. Il s'agit notamment de communiquer sur les mesures mises en place pour prévenir les influences indues et les conflits d'intérêts dans les affaires publiques, afin de renforcer la confiance.
- **S'engager davantage auprès des citoyens pour renforcer la confiance dans les gouvernements locaux et nationaux** - Il est essentiel que les gouvernements aillent au-delà des forums de participation publique et qu'ils documentent et publient tous les commentaires reçus des citoyens sur les questions d'intérêt public. Les gouvernements devraient ensuite fournir un retour d'information supplémentaire sur (i) la manière dont ces informations ont été intégrées dans les politiques, les lois et les systèmes (ii) fournir des réponses motivées expliquant au public et aux autres parties prenantes pourquoi certaines priorités, idées ou activités ont été ou n'ont pas été incluses. Cela contribuera à promouvoir un véritable dialogue et une plus grande adhésion aux initiatives, politiques et projets du gouvernement.
- **Permettre aux citoyens de suivre l'argent** - des preuves anecdotiques et empiriques ont montré que la plupart des citoyens veulent savoir que l'argent des impôts est dépensé avec prudence et que le gaspillage, la corruption et les flux financiers illicites sont traités de manière significative afin de garantir une disponibilité maximale des ressources pour répondre aux besoins publics. En outre, ils veulent savoir que la mobilisation des ressources nationales est équitable et

qu'elle ne porte pas atteinte à leurs moyens de subsistance sociaux et économiques. Les gouvernements devraient mettre en œuvre des mécanismes de transparence fiscale significatifs pour permettre aux citoyens de contrôler la dette et les dépenses publiques et de signaler les abus de fonds publics. Cela contribuera à renforcer la confiance dans les institutions publiques en démontrant que les fonds publics sont gérés et optimisés dans l'intérêt du public.

- **Permettre aux citoyens de s'exprimer dans le cadre de l'élaboration des politiques** - Les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour s'assurer que tous les citoyens, y compris les minorités, les peuples autochtones et les autres groupes marginalisés, sont non seulement entendus, mais aussi que le gouvernement est attentif à leur voix. En l'absence d'une transparence et d'une participation significatives, les gouvernements ne réagissent pas vraiment. Cela continuera à alimenter le scepticisme et la méfiance des citoyens à l'égard des gouvernements. Les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour placer les citoyens au cœur de l'élaboration des politiques afin de leur permettre de façonner les plans gouvernementaux dans les domaines qui leur tiennent le plus à cœur. Pour faire entendre la voix des citoyens au-delà des élections, les gouvernements peuvent prendre des mesures pratiques, comme inviter les citoyens à définir les priorités budgétaires, à voter sur des propositions politiques clés et à fournir un retour d'information sur les projets bloqués ou incomplets, sans crainte de représailles de la part d'intérêts politiques ou commerciaux.
- **Amélioration de la volonté politique pour les réformes** - L'intention et l'engagement crédibles des dirigeants politiques à lancer, financer, mettre en œuvre efficacement et maintenir des approches de gouvernement ouvert pour le bien commun et contre les intérêts personnels sont essentiels à la réussite des objectifs de l'adhésion à l'OGP. Cette intention, cet engagement et ces ressources doivent être maintenus jusqu'à ce que les résultats souhaités soient atteints. Bien que la volonté politique soit complexe et comporte diverses dimensions et des facteurs sous-jacents à multiples facettes, il s'agit d'une condition préalable impérative et cruciale pour des réformes significatives, durables et résistantes en matière de gouvernement ouvert. Une volonté politique significative signifie que les dirigeants politiques croient réellement au contenu et aux avantages de la réforme. La volonté politique est difficile à cerner, mais les sociétés où la transparence, la responsabilité, la participation et l'adhésion à l'État de droit sont fortes démontrent une amélioration de la volonté politique. Dans la région, l'état d'esprit politique tacite consiste essentiellement à tout mettre en œuvre pour conserver le pouvoir à tout prix. Par conséquent, pour qu'il y ait une véritable volonté politique en faveur des approches de gouvernance ouvertes, la peur de perdre le pouvoir doit être un sujet de conversation réel et ouvert. Il faut également démontrer que la promotion de la transparence, de la responsabilité et de la responsabilisation des citoyens peut renforcer l'adhésion, la confiance et la popularité des gouvernements efficaces. Les parties prenantes doivent s'asseoir ensemble et développer des propositions de valeur réelle qui ne parlent pas seulement de la valeur pour les citoyens, mais aussi de la valeur politique, si l'on veut obtenir une volonté politique significative.

- **Protéger et élargir l'espace civique** - L'espace civique est le fondement d'un gouvernement ouvert. Il s'agit d'un appel lancé à tous les gouvernements de la région pour qu'ils fournissent un environnement en ligne et hors ligne favorable et sûr permettant aux citoyens de penser et de s'exprimer librement, d'agir en coordination et de plaider en faveur du changement sans craindre l'oppression et les représailles. Un espace ouvert et sûr pour l'information, l'expression, l'association et le rassemblement est une condition préalable essentielle à une gouvernance ouverte et responsable. La répression, la violence et l'intimidation, la censure, la surveillance, les violations des droits de l'homme et d'autres actions oppressives dans l'espace public d'engagement et d'expression doivent être traitées de toute urgence, mais véritablement.

Les pays membres du PGO sont invités à jouer un rôle de premier plan dans la mise en place de cadres juridiques, de pratiques et de mécanismes de responsabilité propices à l'épanouissement des espaces civiques. En tant que communauté de gouvernement ouvert, nous pouvons aider les membres du partenariat à co-crédier des engagements plus transformateurs qui améliorent et renforcent l'espace civique et s'attaquent aux principales contraintes qui pèsent sur la société civile. En outre, en cette période de bouleversement des réalités opérationnelles de la société civile en raison des changements géopolitiques et financiers, la communauté du PGO devrait travailler collectivement pour atténuer l'impact préjudiciable sur les membres de la société civile du PGO en tant que partenaires clés. Le modèle unique de l'OGP est par conséquent confronté à des compromis et nous devons nous assurer que cette approche de collaboration et de co-création continue à prospérer en ces temps incertains.

Umoja ni Nguvu

(En swahili, « L'union fait la force »)

Que cette réunion ne nous laisse pas seulement inspirés et avec des réseaux renforcés - bien que cela soit important, nous devons aussi traduire nos discussions en actions concrètes et en impact durable. Il est encore plus important que nous nous tenions responsables de toutes les propositions générées pendant notre temps ensemble, afin de garantir que notre vision unie pour des sociétés prospères, inclusives et résilientes produise des fruits générationnels qui vivront au-delà des années combinées présentes.

Briefing sur la réunion régionale des OSC - 25 mars 2027

La réunion régionale des OSC qui s'est tenue en marge de la réunion régionale de l'OGP pour l'Afrique et le Moyen-Orient le 25 mars 2027 à Nairobi, au Kenya, était axée sur le renforcement du rôle de la société civile dans la promotion d'un gouvernement ouvert et d'une gouvernance démocratique. Les discussions ont

porté sur l'amélioration de la participation publique, la promotion d'un engagement plus fort entre les OSC et le gouvernement, la garantie de la résilience du financement des organisations de la société civile et la protection et l'élargissement de l'espace civique.

La session a souligné l'importance de la collaboration pour préserver les libertés civiques, garantir un soutien durable aux OSC et conduire des réformes de gouvernance significatives. Dans le cadre de la réunion régionale de l'OGP, les discussions ont renforcé la nécessité d'une action commune pour promouvoir la transparence, la responsabilité et la gouvernance inclusive dans toute la région.